



Courrier arrivé le :

Bourges, le

2081

03 SEP. 2024

28 AOUT 2024

URBA + Eco + DGS + y le Rési deurb
COMMUNAUTÉ
DE COMMUNES

Pôle Planification-Environnement

Affaire suivie par Antoine MARTY

antoine.marty@petr-centrecher.fr

Réf : AM/2024-8/1

Communauté de Communes Vierzon-Sologne-Berry

M. François DUMON, Président

2 rue Blanche Baron

18100 VIERZON

Objet : Modification simplifiée n° 12 du PLU de Vierzon

Pièce jointe : Décision n°17 du 27 août 2024

Monsieur le Président,

Le PETR Centre-Cher a été récemment notifié du projet relatif à la modification simplifiée n°12 du Plan Local d'Urbanisme de Vierzon, en tant que Personne Publique Associée (PPA) à la procédure, conformément aux dispositions du code de l'urbanisme.

Cette modification simplifiée vise à adapter deux dispositions réglementaires dans le secteur Ue d'une part, afin d'y adapter les obligations de stationnement enjointes aux entrepôts et bâtiments logistique, et dans la zone AU5z d'autre part en apportant une précision quant à la hauteur des constructions.

Je vous confirme que ce projet n'appelle pas d'observations complémentaires du PETR Centre-Cher au titre de sa compétence Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT).

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à mes sincères salutations.

M. Franck BRETEAU



Vice-Président du PETR
en charge de l'urbanisme



REPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT

DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT
agissant par délégation du Comité Syndical

Décision N°17

OBJET :

**Avis sur le projet de modification simplifiée n°12
du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Vierzon**

DECISION DU 27 AOÛT 2024

Le Président du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Centre-Cher ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L5741-1, L 5711-1 et suivants, L5211-2 et L 5211-10 ;

VU le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L.131.4, L.132-11, L.153-45 et suivants ;

VU l'Arrêté Préfectoral du 20 décembre 2018 constatant la transformation du SIRDAB en Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) ;

VU la délibération n°4 du Comité Syndical du 3 juillet 2024 portant délégation de pouvoir au Bureau Syndical et au Président ;

VU le Schéma de Cohérence Territoriale de l'agglomération berruyère approuvé le 18 juin 2013 ;

VU la prescription du Schéma de Cohérence Territoriale Avord-Bourges-Vierzon par le Comité Syndical du SIRDAB du 5 juillet 2018 ;

VU la délibération n°12 du Comité Syndical du 20 décembre 2023 portant tenue du débat sur le Projet d'Aménagement Stratégique (PAS) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) Avord-Bourges-Vierzon ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de Vierzon approuvé le 30 juin 2005 ;

VU le projet de modification simplifiée n°12 du Plan Local d'Urbanisme de Vierzon.

CONSIDERANT le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Vierzon notifié par la Communauté de Communes Vierzon-Sologne-Berry, compétente en matière de plan local d'urbanisme, par courrier du 6 août 2024.

CONSIDERANT que le Pôle d'Equilibre Territorial et Rural Centre-Cher est personne publique associée à la démarche en tant qu'établissement public porteur du Schéma de Cohérence Territoriale sur son périmètre, incluant la communauté de communes Vierzon-Sologne-Berry.

CONSIDERANT que le projet de modification simplifiée vise à adapter deux dispositions réglementaires, d'une part en zone Ue pour réduire l'obligation minimale de création de stationnement liée aux entrepôts et autres constructions logistiques, d'autre part en zone AU5z pour clarifier une disposition liée à la hauteur maximale des constructions.

CONSIDERANT que l'évolution projetée en zone Ue participe à limiter l'imperméabilisation des sols associée aux sous-destinations concernées.

DECIDE :

ARTICLE PREMIER : d'émettre un avis favorable sur le projet de modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme de Vierzon notifié le 6 août 2024.

ARTICLE 2 : La présente décision est susceptible de faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif d'Orléans dans un délai de deux mois à compter de la transmission au Représentant de l'Etat et de sa publication ou de sa notification, par voie postale (28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans) ou par l'application Télérecours : <https://citoyens.telerecours.fr>.

ARTICLE 3 : Monsieur le Président du PETR Centre-Cher est chargé de l'exécution de la présente décision.

 Pour le Président et par délégation,
Le Vice-Président,
Franck BRETEAU


Le Président certifie sous sa responsabilité
Le caractère exécutoire du présent acte

Transmission en Préfecture le :

27 AOUT 2024

Publication électronique :

27 AOUT 2024

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur du PETR Centre-Cher,
Julien FONTAINHAS

